

**Point de presse du porte-parole -  
Syrie/Intervention de M. Ayrault à  
l'occasion de l'évènement : «Au-delà  
du désastre : penser et agir avec les  
démocrates syriens» - Réunion du  
groupe de concertation humanitaire  
- Santé/Lancement par M. Ayrault  
de la marque «French Healthcare,  
la santé française, une excellence  
qui s'exporte» - Tourisme/Sécurité  
des voyageurs/Présentation du  
service Ariane à l'occasion du salon  
mondial du tourisme - Guinée  
équatoriale -  
Afghanistan/Interprètes  
(Paris, 15 mars 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Syrie - Intervention de M. Jean-Marc Ayrault à l'occasion de l'évènement : «Au-delà du désastre : penser et agir avec les démocrates syriens» (Institut du monde arabe, 15 mars 2017)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, interviendra le 15 mars à l'Institut du monde arabe dans le cadre de l'évènement «Au-delà du désastre : penser et agir avec les démocrates syriens», organisé à l'occasion du sixième anniversaire du début de la révolution syrienne.

M. Jean-Marc Ayrault réaffirmera la mobilisation de la France dans la recherche d'une solution politique à la crise syrienne et dans la lutte contre Daech.

2 - Action humanitaire - Réunion du groupe de concertation humanitaire (15 mars 2017)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, présidera le 15 mars au Quai d'Orsay la première réunion en 2017 du groupe de concertation humanitaire, consacrée à l'évaluation et la révision de notre stratégie humanitaire.

Mis en place en 2013, dans le cadre de la première «stratégie humanitaire» de la République française (2012-2017), le groupe de concertation humanitaire est une enceinte d'échanges et de

dialogue suivis entre le ministère et les représentants des principales ONG françaises, animée par le centre de crise et de soutien du ministère.

La discussion aura pour objectif de lancer l'élaboration de la nouvelle stratégie humanitaire qui sera soumise à la prochaine conférence nationale humanitaire en 2018.

3 - Diplomatie économique - Santé - Lancement par M. Jean-Marc Ayrault de la marque «French Healthcare, la santé française, une excellence qui s'exporte» (15 mars 2017, Quai d'Orsay)

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international conclura le 15 mars 2017 une conférence intitulée «La santé française, une excellence qui s'exporte».

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, et M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie, ouvriront cet événement.

La conférence, qui rassemblera les principaux acteurs de la santé française, sera l'occasion de lancer la marque «French Healthcare». Fruit d'une initiative publique et privée, ce «label export» vise à franchir une nouvelle étape dans la promotion de l'offre française.

Les produits de santé constituent le troisième secteur d'exportations françaises avec 28,7 milliards d'euros et une contribution positive au solde commercial de la France de 3,3 milliards d'euros en 2015. La France accueille quatre des 25 instituts publics de recherche les plus innovants du monde selon le classement de Thomson-Reuters.

4 - Tourisme/Sécurité des voyageurs - Présentation du service Ariane à l'occasion du salon mondial du tourisme (16-19 mars 2017)

À l'occasion de la 42ème édition du salon mondial du tourisme, qui se déroulera du 16 au 19 mars à Paris, un espace du ministère des affaires étrangères et du développement international présentera le service Ariane.

Le service Ariane permet aux voyageurs, pendant leur séjour à l'étranger, de recevoir des recommandations de sécurité par SMS ou courriel et d'être contactés en cas de crise. Il est donc essentiel pour les voyageurs d'acquiescer le «réflexe Ariane» avant tout déplacement à l'étranger, quel que soit le pays visité et le mode de transport envisagé. Conçu en concertation avec la commission nationale informatique et libertés, le service Ariane, dont l'inscription est gratuite, offre toutes les garanties de sécurité et de confidentialité des données personnelles.

Pour plus d'informations et pour s'inscrire : <http://www.diplomatie.gouv.fr/ariane>.

## 5 - Guinée équatoriale

Q - L'institut social de France et de l'Union européenne a constaté, à l'occasion de deux cas qui lui ont été soumis, que l'ambassade de la République de Guinée équatoriale sise à Paris avenue Foch ne respectait pas la législation française en matière d'emploi de salariés qui ne font pas partie du personnel diplomatique de l'ambassade (...).

Quelles mesures compte prendre le ministère des affaires étrangères et du développement international pour que l'État de droit soit respecté sur le territoire français et que cette ambassade respecte la législation du droit du travail ainsi que les décisions de justice rendues par la justice française, sachant que l'article 41 alinéa 1 de la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques prévoit que «toutes les personnes qui bénéficient de ces privilèges et immunités ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'État accréditaire» ?

R - Une procédure est en cours devant la Cour internationale de justice dans l'affaire des immunités et procédure pénales (Guinée équatoriale c. France).

La France a pris acte de l'ordonnance rendue le 7 décembre par la Cour qui a notamment demandé à la France de prendre, dans l'attente d'une décision finale, des mesures visant à assurer l'inviolabilité des locaux présentés comme abritant la mission diplomatique de la Guinée équatoriale au 42, avenue Foch à Paris.

Cette ordonnance ne préjuge pas l'arrêt que la Cour rendra sur le fond.

## 6 - Afghanistan - Interprètes

Q - Pouvez-vous nous dire où en est la situation des interprètes afghans ayant travaillé pour l'armée française ?

R - L'ensemble des dossiers des personnels civils de recrutement local ayant travaillé pour l'armée française en Afghanistan a fait l'objet d'un examen approfondi en vue de bénéficier, soit d'une aide à la reconversion en Afghanistan pour ceux qui souhaitaient demeurer dans leur pays, soit d'un visa de long séjour en France.

Les personnes retenues ont fait l'objet, avec leurs familles, d'un programme d'accueil spécifique : prise en charge des vols, attribution d'un logement, versement d'un pécule, accompagnement social et éducatif. Au total, 551 personnes ont bénéficié de ce dispositif, soit 174 personnels et leurs familles. Il s'agit d'un dispositif exceptionnel, compte tenu de la qualité des services rendus à la France par ces personnels.

C'est le ministère de la défense, ancien employeur de ces personnels, qui a fourni, dans chaque dossier, les éléments de fait permettant la prise de décision, en fonction de son appréciation de

chaque situation individuelle.

Je vous invite donc à vous tourner vers ce ministère pour de plus amples informations à cet égard. Le ministère des affaires étrangères s'est borné à délivrer des visas, à l'issue de cet examen individuel sur la base des éléments fournis par le ministère de la défense./.